

7 Jours Filpac CGT

N°35 - mercredi 22 mai 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction :

Jean Gersin (gerson@filpac-cgt.fr) Filpac CGT

tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr



L'ordre du jour de la « Conférence sociale » se décide le 22 mai lors d'une « Conférence de méthode ». Le président et le Medef attendent les retraités et les retraités au coin du bois. Pour nous ce n'est pas du tout la priorité ! En finir avec l'austérité, relancer le pouvoir d'achat et l'emploi, voilà notre rendez-vous ! Cette conférence ne sera « sociale » qu'à ces conditions.

« Conférence sociale » 20-21 juin Faire les poches aux retraités ou En finir avec l'austérité ?

Le rendez-vous national des 20 et 21 juin sera « social » si l'occasion est saisie d'en finir avec l'austérité.

Ce qui semble arrangé à l'avance, c'est faire les poches aux retraités et continuer de torturer le système social des retraites. Hollande l'a annoncé... à Bruxelles. Ce n'est pas la priorité ! S'il manque de l'argent dans les caisses de la Sécurité sociale, que le gouvernement accorde un crédit à valoir sur les 1000 milliards de l'évasion fiscale, qu'il ne manquera pas de récupérer. Il a bien donné sans contrepartie 20 milliards de crédits d'impôts aux employeurs.

La priorité ? C'est sortir de l'échec de l'austérité qui conduit à la récession actuelle.

Ce qu'il doit y avoir à l'ordre du jour de la « Conférence sociale » ?

- Une augmentation immédiate et significative du pouvoir d'achat pour relancer la demande intérieure, donc la consommation.

L'argent ? A prélever sur les transactions financières et les capitaux spéculatifs, à récupérer sur la part de la richesse créée dans les entreprises, qui aujourd'hui s'envole vers les actionnaires, c'est-à-dire les rentiers.

- Une création massive d'emplois pour les jeunes, dont un sur quatre aujourd'hui n'a accès à rien ! Le temps de travail réduit, le droit de licencier fortement limité, voilà les gisements d'emplois.

L'argent ? Orienter la puissance financière aujourd'hui détournée à des opérations privées et spéculatives vers l'activité utile, construction de logements, d'équipements collectifs, de santé, d'éducation, etc. Les besoins non satisfaits ne manquent pas.

Chat échaudé...

La 1^{re} conférence sociale de juillet 2012 accouche d'une loi désastreuse pour l'intérêt des salariés, mais conforme à l'austérité européenne : une généralisation de l'inégalité devant la protection sociale complémentaire, un droit du licenciement renforcé pour l'employeur au détriment du droit du contrat de travail au nom de la flexibilité, une flexibilité qui s'étend au salaire et au temps de travail.

La 2^e conférence de juin 2013 méritera de s'appeler « sociale » si nous parvenons à imposer la sortie de l'austérité. Sinon, le système de l'accord Medef-syndicats minoritaires nous coûtera encore plus cher.

Rien n'est joué ! Le printemps social ce peut être pour cet été !